

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1681

13 juillet 2013

SOMMAIRE

Batiscan Investissement S.A.	80642	Morgan Stanley Asset Management S.A.	80654
BAYVK C1-Fonds	80649	Mossi & Ghisolfi Finance Luxembourg S.A.	80654
BAYVK H1-Fonds	80649	Mossi & Ghisolfi International S.A., en abrégé M&G International S.A.	80655
BAYVK H2-Fonds	80647	M & T	80650
BAYVK I1-Fonds	80648	Nautilux Shipping S.A.	80656
BAYVK P1-Fonds	80648	Nayhe S.à r.l.	80653
BAYVK P2-Fonds	80649	NEIF S.C.A.	80656
BAYVK T1-Fonds	80648	Nestlé Treasury International S.A.	80674
Cormea S.A.	80642	Netzaberg Luxembourg SPS 1 S.à r.l.	80655
D.B. International Finance S.A. SPF	80649	Netzaberg Luxembourg SPS 2 S.à r.l.	80653
Fidimmo S.A.	80643	Netzaberg Luxembourg SPS 3 S.à r.l.	80642
Finplat S.A.	80644	New Finder S.A.	80655
Fondation Victor Elz	80669	NIH Epsilon Management S.à r.l. & Partners S.C.A.	80656
Gefinor S.A.	80642	Orpheo	80653
Homeinvest S.A.H.	80643	Orsay-Re	80656
Indushold S.A.- SPF	80652	Partners Group Prime Yield, S.à r.l.	80651
Intrepid Aviation Luxembourg Borrower 1 S.à r.l.	80650	PEGA Services Luxembourg S.A.	80644
Ipaben S.A., SPF	80646	Pendekar Holdings (HARIPUR) S.à r.l.	80688
KBC Life Institutional Fund	80647	Perseus Immobilien Gesellschaft 11	80657
Laran S.A.	80647	Perseus Immobilien Gesellschaft 13	80657
LBREM Luxco S.à r.l.	80688	Principia S.A.	80656
Lecta S.A.	80651	ProLogis Poland LVI S.à r.l.	80648
Lecta S.A.	80651	Prostar S.A.	80643
Leetchi Corp. S.A.	80651	Rampline Investments S.à r.l.	80654
LSRC II F&F Investor S.à r.l.	80652	Société de Financement Médical et Hospitalier	80645
Luxembourg Trading Finance S.à r.l.	80650	The Swatch Group SICAF-SIF	80667
Maclux S.à r.l.	80646	TOCQUEVILLE FINANCE S.A., société de gestion de patrimoine familial, "SPF"	80644
Mangrove III S.C.A. SICAR	80688	Wasabi S.A.	80672
Mapin S.A.	80653		
Martur Finance S.A.	80645		
Max Lease Sàrl & Cie. S.e.c.s.	80655		
Mellinckrodt 1	80645		
Mercan S.A., SPF	80647		
M.M.P. S.A.	80652		

Gefinor S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 8.282.

In accordance with article 10 of the statutes, the Board of Directors convenes the
EXTRAORDINARY GENERAL MEETING
of Shareholders to be held on *August 1, 2013* at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

"Distribution of an intermediary dividend of USD 3,500,000 in cash to the Shareholders"

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013093758/581/12.

Batiscan Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 167.849.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le *22 juillet 2013* à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013089172/1023/16.

Cormea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 113.376.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le *22 juillet 2013* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013089173/1023/16.

Netzaberg Luxembourg SPS 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 133.217.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013069998/10.

(130086031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Homeinvest S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 23.771.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu exceptionnellement le 30 juillet 2013 à 15:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux comptes
3. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012
4. Affectation du résultat
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
6. Elections statutaires
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013096528/795/18.

Fidimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 47.189.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 22 juillet 2013 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013089174/1023/18.

Prostar S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 60.649.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 3 juin 2013, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 29 juillet 2013 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013084168/795/18.

Finplat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 46.611.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 22 juillet 2013 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013089175/1023/17.

TOCQUEVILLE FINANCE S.A., société de gestion de patrimoine familial, "SPF", Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 40.783.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 22 juillet 2013 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013089178/1023/17.

PEGA Services Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 65.446.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 juillet 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge à accorder à l'Administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013078183/10/20.

Société de Financement Médical et Hospitalier, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 11.770.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 8 août 2013 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes.
2. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.
3. Rapport de gestion du Conseil d'administration et rapports du commissaire.
4. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012.
5. Affectation des résultats au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012.
6. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant aux exercices sous revue.
7. Décision sur la continuation de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013095592/20.

Martur Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 29.516.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on July 23, 2013 at 2:30 p.m. at the registered office with the following

Agenda:

- To receive and adopt the Management Report of the Directors and the Report of the Auditor,
- To receive and adopt the annual accounts and appropriation of results for the financial year ended on December 31, 2012,
- To grant discharge to the Directors and to the Auditor in respect of the execution of their mandates to December 31, 2012,
- Statutory appointments,
- Fixation of the Auditor's fees.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares are required to deposit their shares five clear days prior to the date of the meeting at the Registered Office.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013088265/755/20.

Mellinckrodt 1, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 153.466.

Die Aktionäre der Mellinckrodt 1 werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 31. Juli 2013 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung der Art der Investmentgesellschaft: Die Investmentgesellschaft wird von einer Luxemburger Investmentgesellschaft gemäß Teil II des Luxemburger Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz von 2010") in eine Investmentgesellschaft gemäß dem Luxemburger Gesetz vom 13. Februar 2007 über die Spezialfonds in der geänderten Fassung vom 26. März 2012 (das "Gesetz von 2007") mit Umbrella-Struktur

umgewandelt. Vor diesem Hintergrund erfolgt eine umfangreiche Anpassung des Verkaufsprospektes und der Satzung der Investmentgesellschaft an die Vorgaben gemäß dem Gesetz von 2007.

2. Der Name der Investmentgesellschaft wird von Mellinckrodt 1 in Mellinckrodt 1 SICAV-FIS geändert.
3. Wahl eines neuen Verwaltungsrates
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder

Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Außerordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. g. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 26. Juli 2013 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Mellinckrodt 1 (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Tel. 00352/44903-4025, Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013096529/755/39.

Ipaben S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 169.639.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 22 juillet 2013 à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013089176/1023/16.

Maclux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.250.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 161.550.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

MACLUX S.à r.l.

Représentée par M. Matthijs BOGGERS

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2013069970/13.

(130086289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Mercan S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 69.853.

Die Herren Aktieninhaber werden hierdurch eingeladen der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am 22. Juli 2013 um 16.00 am Gesellschaftssitz stattfindet, beizuwohnen.

Tagesordnung:

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars 31. Dezember 2011.
2. Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 2011, sowie Zuteilung des Resultats
3. Entlastung an den Verwaltungsrat und den Kommissar per 31. Dezember 2011.
4. Verschiedenes.

DER VERWALTUNGSRAT.

Référence de publication: 2013089177/1023/15.

KBC Life Institutional Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de KBC LIFE INSTITUTIONAL FUND a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2013.

KBC Life Fund Management S.A.

Référence de publication: 2013063945/10.

(130078717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

BAYVK H2-Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds BAYVK H2-Fonds, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, 13. Mai 2013.

Für den BAYVK H2-Fonds

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Holger Emmel / Saskia Sander

Référence de publication: 2013064220/12.

(130078646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Laran S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.326.

Extract of the circular resolutions taken by the Board of Directors

The Board of Directors decides to appoint with immediate effect Mr Luciano PINELLI, who accepts, as Chairman of the Board of Directors, which will expire at the annual general meeting of 2015.

Certified true copy

Suit la traduction en français de ce qui précède:

Extrait des résolutions circulaires prises par le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration nomme avec effet immédiat, Monsieur Luciano PINELLI en tant que Président du Conseil d'Administration. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Fait à Luxembourg, le 18 janvier 2013.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013069940/17.

(130086339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

BAYVK I1-Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsverglement betreffend den Fonds BAYVK I1-Fonds, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, 13. Mai 2013.

Für den BAYVK I1-Fonds

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Holger Emmel / Saskia Sander

Référence de publication: 2013064221/12.

(130078647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

BAYVK T1-Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsverglement betreffend den Fonds BAYVK T1-Fonds, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 13. Mai 2013.

Für den BAYVK T1-Fonds

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Holger Emmel / Saskia Sander

Référence de publication: 2013064222/12.

(130078650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

BAYVK P1-Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsverglement betreffend den Fonds BAYVK P1-Fonds, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 13. Mai 2013.

Für den BAYVK P1-Fonds

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Holger Emmel / Saskia Sander

Référence de publication: 2013064223/12.

(130078651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

ProLogis Poland LVI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 113.529.

Il résulte d'une décision du gérant du 5 août 2009 que les décisions suivantes ont été prises:

1) Le siège social de la société, actuellement située au 18 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, est transféré au 34-38 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, et ce, avec effet au 5 août 2009.

2) Le siège social de l'associé et du gérant, a été transféré du 18 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, au 34-38 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, et ce, avec effet au 5 août 2009.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Pour la société

ProLogis Directorship S.à r.l.

Représenté par Gareth Alan Gregory

Gérant

Référence de publication: 2013070039/18.

(130086438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

BAYVK H1-Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds BAYVK H1-Fonds, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 13. Mai 2013.

Für den BAYVK H1-Fonds

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Holger Emmel / Saskia Sander

Référence de publication: 2013064224/12.

(130078653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

BAYVK P2-Fonds, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds BAYVK P2-Fonds, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 13. Mai 2013.

Für den BAYVK P2-Fonds

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Holger Emmel / Saskia Sander

Référence de publication: 2013064225/12.

(130078656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

BAYVK C1-Fonds, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds BAYVK C1-Fonds, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 13. Mai 2013.

Für den BAYVK C1-Fonds

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Holger Emmel / Saskia Sander

Référence de publication: 2013064226/12.

(130078658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

D.B. International Finance S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 33.911.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique

En date du 5 mai 2013, l'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de révoquer ERNST & YOUNG en tant que réviseur d'entreprises agréé de la société et ce avec effet immédiat;
- de nommer la société REVEX, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.865, en tant que commissaire aux comptes et ce avec effet immédiat.

Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale de 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2013070360/18.

(130086884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

M & T, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Das mit Wirkung vom 25. Juli 2012 gültige Verwaltungsreglement des spezialisierten Investmentfonds „M & T“ wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 08.07.2013.

FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG

Anell / Tiburzi

Référence de publication: 2013093290/11.

(130114329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2013.

Intrepid Aviation Luxembourg Borrower 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 175.580.

Changement suivant le contrat de cession de parts du 24 mai 2013:

- Ancienne situation associée:

Intertrust (Luxembourg) S.A.: 20.000 parts sociales

- Nouvelle situation associée:

	Parts sociales
Intrepid Aviation Luxembourg S.à r.l., RCS Luxembourg B n° 175272, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte	20.000
Total	20.000

Luxembourg, le 30.5.2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour Intrepid Aviation Luxembourg Borrower 1 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013069871/20.

(130086442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Luxembourg Trading Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 450.326.734,62.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 130.591.

Suite à différentes cessions de parts sociales en date du 26 février 2013, le capital social de la société est réparti comme suit:

314 Commonwealth Ave. Inc.	20.000.000.500 parts sociales ordinaires (parts O)
2711 Centerville Road, Wilmington Delaware 19808, USA	205.000.000.000 parts sociales privilégiées de catégorie B 326.733.624 parts sociales privilégiées de catégorie A-1
Lehman Commercial Paper Inc.	20.000.000.500 parts sociales ordinaires (parts O)
State Street 80, Albany, New York, USA USA	205.000.000.000 parts sociales privilégiées de catégorie B
Total:	40.000.001.000 parts sociales ordinaires (parts O) 410.000.000.000 parts sociales privilégiées de catégorie B 326.733.624 parts sociales privilégiées de catégorie A-1

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2013069935/23.

(130086211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Lecta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 72.198.

—
Rectificatif du dépôt du 03/05/2013 n. L130070246

Le bilan consolidé au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2013069948/14.

(130086091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Lecta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 72.198.

—
Rectificatif du dépôt du 03/05/2013 n. L130070191

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2013069949/14.

(130086092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Leetchi Corp. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 173.459.

—
Extrait de la réunion du Conseil d'Administration du 22 mai 2013 à 15 heures

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la Société tenue en date du 22 mai 2013, que:
- Monsieur Romain Mazeris, né le 08/07/1983 à Pointe-à-Pitre a été nommé président du conseil d'administration de la Société avec effet au 22 mai 2013.

- Le siège social de la Société a été transféré du 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg au 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg avec effet au 22 mai 2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013069950/14.

(130086180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Partners Group Prime Yield, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 114.648.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sérgio Raposo
Gérant

Référence de publication: 2013070029/11.

(130085797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

M.M.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 137.700.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 21 février 2012 à 14h00 pour statuer sur le changement de siège social

L'assemblée générale décide de transférer le siège social, actuellement au 291, route d'Arlon L-1150 Luxembourg, au 3-7, rue Schiller L-2519 Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013069960/11.

(130085740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

LSRC II F&F Investor S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 21.778,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 151.318.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 13 juillet 2012

Le mandat des cinq gérants:

- Mr. Behzad KHOSROWSHAHI, né le 24 Juin 1969 à Téhéran (Iran), demeurant au 105, Poplar Plains Road, Toronto, Ontario M4V 2N1, Canada;
- Mr. Ali HEDAYAT, né le 8 février 1975 à Téhéran (Iran), demeurant à Clarendon House, 5th Floor, 11-12 Clifford Street, Londres W1S 2LL.
- Mr. Ali SEIRAFI, né le 16 Janvier 1940 à Téhéran (Iran), demeurant au 13 Chemin de la Rochette, 1202 Genève, Suisse;
- Mr. Sinan SAR, né le 5 Juin, 1980 à Luxembourg, demeurant au 5 avenue Gaston Diderich, L-1420, Luxembourg;
- Mr. Gérard MATHEIS, né le 4 Décembre 1962 à Luxembourg, demeurant au 5 avenue Gaston Diderich, L-1420, Luxembourg

est renouvelé jusqu'au 16 juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LSRC II F&F Investor SARL

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013069958/22.

(130086234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Indushold S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 36.314.

L'assemblée générale du 24 mai 2013 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, Master en gestion des entreprises et administration, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;
- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;
- Madame Stéphanie GRISIUS, Administrateur-Président, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg,

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

L'assemblée générale du 24 mai 2013 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Pour INDUSHOLD S.A. –SPF

Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial

Référence de publication: 2013069881/21.

(130086308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Netzaberg Luxembourg SPS 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 133.216.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013069997/10.

(130085957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Mapin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 174.279.

Extract of the circular resolutions taken by the Board of Directors

The Board of Directors decides to appoint with immediate effect Mr Luciano PINELLI, who accepts, as Chairman of the Board of Directors, which will expire at the annual general meeting of 2018.

Certified true copy

Suit la traduction en français de ce qui précède:

Extrait des résolutions circulaires prises par le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration nomme avec effet immédiat, Monsieur Luciano PINELLI en tant que Président du Conseil d'Administration. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2018.

Fait à Luxembourg, le 18 janvier 2013.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013069973/17.

(130086340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Nayhe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 115.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Nayhe S.à r.l.

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2013069994/13.

(130086380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Orpheo, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 168.874.

EXTRAIT

Les comptes annuels du 9 mai 2012 au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013070025/14.

(130086294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Morgan Stanley Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 29.193.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société tenue en date du 17 mai 2013

En date du 17 mai 2013, l'assemblée générale des actionnaires de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de renouveler le mandat des personnes suivantes avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013:

* Monsieur William Anthony JONES, administrateur

* Madame Laurence MAGLOIRE, administrateur

* Monsieur Andrew John MACK, administrateur

* Monsieur Michael Kevin GRIFFIN, administrateur

* Deloitte Audit, réviseur d'entreprises agréé

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

MORGAN STANLEY ASSET MANAGEMENT S.A.

Signature

Référence de publication: 2013069986/20.

(130085949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

M & G Finance Luxembourg, Mossi & Ghisolfi Finance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 123.792.

Les adresses des administrateurs de la société sont modifiées comme suit:

- Monsieur Marco GHISOLFI, administrateur, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Madame Vania BARAVINI, administrateur et Président, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Monsieur Federico FRANZINA, administrateur, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Monsieur Massimo MARTINETTO, administrateur, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Monsieur Marco TOSELLI, administrateur, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

Référence de publication: 2013069988/20.

(130085803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Rampline Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 146.559.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 Mai 2013.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2013070061/14.

(130086074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Mossi & Ghisolfi International S.A., en abrégé M&G International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 66.955.

—
L'adresse professionnelle des administrateurs est modifiée comme suit:

Mme. Vania BARAVINI, née le 21.05.1964 à Esch-sur-Alzette, Luxembourg, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

M. Federico FRANZINA, né le 01.04.1961 à Padova, Italie, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

M. Massimo MARTINETTO, né le 18.05.1960 à Milano, Italie, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

M. Marco TOSELLI, né le 20.03.1962 à Varese, Italie, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

M. Evert-Jan W. VAN DER SLOBE, né le 06.07.1967 à Hilversum, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

M. Fredrick John FOURNIER né le 01.07.1945 à Pennsylvania, Etats Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

Référence de publication: 2013069989/22.

(130085788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Netzaberg Luxembourg SPS 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 133.215.

—
Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013069996/10.

(130085915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Max Lease Sàrl & Cie. S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 100.062.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013069966/10.

(130086086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

New Finder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 133.981.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013070007/12.

(130086114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Nautilux Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5960 Itzig, 33, rue de l'Horizon.
R.C.S. Luxembourg B 66.114.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013070015/10.

(130086447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

NEIF S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 155.388.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013070017/10.

(130085977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

NIH Epsilon Management S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 37.501,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 164.519.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 mai 2013.

Référence de publication: 2013070019/10.

(130086100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Orsay-Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 90.130.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société ORSAY-RE

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013070026/11.

(130086209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Principia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, rue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 153.369.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg
le 29 mai 2013 sous la référence L130085615

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013070038/13.

(130086377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Perseus Immobilien Gesellschaft 11, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 132.800.

Perseus Immobilien Gesellschaft 13, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 178.501.

In the year two thousand and thirteen, on twenty-fourth day of June.

Before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Perseus Real Estate Investment S.à r.l., a private limited liability company governed by Luxembourg Law, having its registered office at L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 127.199, here represented by Maître Nathalie Houllé, attorney at law, with professional address in Howald, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxy shall be signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

The appearing party is the sole shareholder of Perseus Immobilien Gesellschaft 11, a private limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 55-57, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 132.800 (the "Company").

The Company has been incorporated pursuant to a deed received by the notary Maître Jean Seckler, residing at Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, on October 11, 2007 published in the Mémorial C number 2677 of November 22, 2007.

The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of Maître Jean Seckler, notary, residing at Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, on July 22, 2008, published in the Memorial C number 2099 dated August 29, 2008.

The appearing party representing the entire corporate capital of the Company requested the notary to draw up the following:

I. The board of managers of the Company has proposed a partial demerger whereby the Company will transfer a part of the assets and liabilities to a new Luxembourg limited liability company to be established at 55-57, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg under the name of Perseus Immobilien Gesellschaft 13, not yet incorporated, pursuant to article 288 of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "Law"). In accordance with the Law, the board of managers of the Company has prepared a de-merger proposal which has been published in the Memorial C n° 1192 on May 22, 2013, i.e. earlier than one (1) month prior to the present deed (the "De-Merger Proposal").

II. According to the De-Merger Proposal, Perseus Real Estate Investment S.à r.l., the sole shareholder of the Company, waived the requirement to establish: (i) a report of the board of managers of the Company in accordance with article 307 (1) in connection with article 293 (1) of the Law, and (ii) a report of an independent expert in accordance with article 307 (1) in connection with article 294 of the Law, such waiver being expressly permitted in accordance with article 307 (1) in connection with article 296 of the Law. A copy of the waiver letter issued by the sole shareholder of the Company, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The De-Merger Proposal, the annual accounts and the management reports of the Company for the three (3) closed financial years before the de-merger of the Company as per the De-Merger Proposal, required pursuant to article 295 (1) a) and b), have been deposited at the registered office of the Company at least one (1) month before to the present deed. An attestation from the Company certifying as to the availability of these documents, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

III. The agenda of the meeting was the following:

Agenda

1. Approval of the partial de-merger by incorporation of a new company (the "Demerger") whereby the Company will transfer part of its assets and liabilities to such new company as contemplated by the De-Merger Proposal;

2. Approval of the share exchange ratio contained in the De-Merger Proposal;

3. Approval of the incorporation under the Law of new private limited company under the name of "Perseus Immobilien Gesellschaft 13" by transfer of part of the assets and liabilities of the Company described in the De-Merger Proposal as the "Transferred Assets" and "Transferred Liabilities";

4. Subsequent decision to decrease the corporate capital of the Company by an amount of eighteen thousand two hundred ninety Euros (EUR 18,290.-) so as to bring it down from its present amount of thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) to the amount of twelve thousand seven hundred and ten Euros (EUR 12,710.-) by the cancellation of fifty nine (59) shares with a par value of three hundred and ten Euros (EUR 310.-) each;

5. Approval of the articles of association of Perseus Immobilien Gesellschaft 13;

6. Allocation of the shares of Perseus Immobilien Gesellschaft 13 to the sole shareholder of the Company;

7. Appointment of managers of Perseus Immobilien Gesellschaft 13 for an unlimited period of time;

8. Decision to fix the registered office of Perseus Immobilien Gesellschaft 13 at L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur;

9. Effectiveness of the Demerger from a legal and accounting point of view;

10. Granting of power of attorney to any manager of the Company to carry out any action necessary or incidental in relation to the resolutions to be taken on the basis of the present agenda.

IV. The share capital of the Company is set up at thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-), represented by one hundred (100) shares with par value of three hundred and ten Euros (Euros 310.-) which have been entirely paid in.

V. That the meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved, after having reviewed:

- the De-Merger Proposal dated May 8, 2013 drawn up by the board of managers of the Company,

- the annual accounts and the management reports of the Company for the three (3) closed financial years before the Demerger of the Company,

to approve the Demerger of the Company as contemplated by the De-Merger Proposal.

Second resolution

The sole shareholder resolved, after having carefully reviewed and considered the following share exchange ratio contained in the De-Merger Proposal of the Company:

Each one (1) share in the Company (among the fifty nine (59) shares which shall be exchanged) will entitle to one (1) new share with a nominal value of three hundred and ten Euros (EUR 310.-) each in Perseus Immobilien Gesellschaft 13.

No cash payment will be made to the sole shareholder of the Company.

To approve the exchange ratio of the shares contained in the De-Merger Proposal of the Company.

Third resolution

The sole shareholder resolved to approve the incorporation under Luxembourg Law of a new private limited company under the name of "Perseus Immobilien Gesellschaft 13" by transfer of part of the assets and liabilities of the Company described in the De-Merger Proposal as the "Transferred Assets" and "Transferred Liabilities".

Fourth resolution

The sole shareholder resolved to decrease the share capital of the Company by an amount of eighteen thousand two hundred ninety Euros (EUR 18,290.-) so as to bring it down from its present amount of thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) to the amount of twelve thousand seven hundred ten Euros (EUR 12,710.-) by the cancellation of fifty nine (59) shares with a par value of three hundred and ten Euros (EUR 310.-) each.

Fifth resolution

The sole shareholder resolved that the articles of incorporation of Perseus Immobilien Gesellschaft 13 shall be established as follows:

« **Art. 1.** There exists a private limited liability company ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung") under the name of "PERSEUS IMMOBILIEN GESELLSCHAFT 13", (hereafter the "Company"), which will be governed by these articles of association (the "Articles") as well as by the relevant legal dispositions.

Art. 2. The purpose of the Company is the purchase and sale of immoveable properties as well as real estate management.

It may use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever securities, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities, to grant to the companies, in which it has participating interests either directly or indirectly or to the companies which are controlled by the same persons as the Company, any support, loans, advances or guarantees.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the applicable legal dispositions.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds (including convertible notes), preferred equity certificates, convertible preferred equity certificates and debentures.

The Company may also undertake any commercial, industrial and financial transactions, which it might deem useful for the accomplishment of its purpose.

Art. 3. The duration of the Company is unlimited.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a collective decision of the shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. The corporate capital is fixed at eighteen thousand two hundred ninety Euros (18,290.- EUR), divided into fifty nine (59) shares with a par value of three hundred and ten Euros (310.-EUR) each.

All the shares have been subscribed and fully paid up.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. The share capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the law governing commercial companies.

Art. 7. Each share entitles its owner to a proportional right in the Company's assets and profits.

Art. 8. Shares shall be freely transferable between shareholders.

They can only be transferred inter vivos or upon death to non-shareholders with the unanimous approval of all the shareholders.

Art. 9. The Company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders.

Art. 10. For no reason and in no case, the heirs or creditors of the shareholders are allowed to pursue the sealing of property or documents of the Company.

Art. 11. The Company is managed by a board of managers (the "Board of Managers") appointed as a collegiate body by the general meeting of the Shareholders in accordance with the provisions set out hereafter. The general meeting of Shareholders determines the powers and term of the mandates of the Managers. If no term is indicated the Managers are appointed for an undetermined period. The Managers may be revoked by the general meeting of shareholders with or without cause (ad nutum) at any time.

The Board of Managers shall always be composed of six (6) Managers, each of whom does not reside in Germany, three of which shall be category A Managers (the "Category A Manager") and the other three shall be Category B Managers (the "Category B Manager"), whether shareholders or not, who are appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders.

If the post of a manager elected by the general meeting becomes vacant the remaining managers thus elected, may provisionally fill the vacancy by applying the same rules as the ones described above.

In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 12. The Board of Managers chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the Managers present at the meeting designated to that effect by the board. The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman or by any two Managers.

Meetings of the Board of Managers are collective and may only validly take resolutions if an equal numbers of Category A Managers and Category B Managers are present or represented; proxies between managers being permitted, with the restrictions that a manager can only represent one of his colleagues.

Each Manager shall have one vote on all matters brought before the Board of Managers. The chairman will not have any casting vote.

Resolutions of the Board of Managers may only validly be taken through the affirmative vote of a majority of the Managers present or represented at a duly constituted meeting at which a quorum is present provided that, such majority must include the affirmative vote of at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

The Board of Managers shall meet not less frequently than quarterly, upon not less than fifteen (15) calendar days prior written notice (unless such prior written notice requirement is otherwise waived in writing by at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager duly given to all Managers (provided that actions not specifically referred to in any agenda accompanying a notice may not be taken up at the relevant meeting).

At least one (1) meeting of the Board of Managers must be held during each quarter of each Fiscal Year at the Company's offices in Luxembourg.

Meetings of the Board of Managers may be held at the Company's registered office in Luxembourg or by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the Managers attending the meeting

can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Managers can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

The Managers may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, fax or Email confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the Managers' meetings.

No Manager shall be entitled to any compensations or consideration for services rendered in its capacity as a Manager.

Any action or decision required or permitted to be taken at any meeting of the Board of Managers may be taken without meeting if (i) all of the Managers consent to such action or decision in writing, and (ii) the writing or writings are filed with the records of the company.

Art. 13. The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the Company's interest within the limits of the Company's purpose.

All powers not expressly reserved to the general meeting of the shareholders of the Company by the law of august 10th, 1915 on commercial companies as subsequently modified (the "Law"), or by the present Articles of the Company, fall within the competence of the Board of Managers.

Art. 14. The Company will be validly bound by the joint signature of any two Managers being one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

Art. 15. The Board of Managers may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons, who need not be shareholders of the Company.

The Board of Managers may further appoint such officers and/or other Company representatives as the Board of Managers shall deem necessary or advisable. Each officer shall hold office until his resignation or removal. The Board of Managers may elect to remove any officer with or without cause at any time.

The Board of Managers shall have the power to set up one or more committees (including an executive committee) to which the authority to make certain decisions may be delegated by the Board of Managers. No member of a committee may be removed without approval of the Board of Managers.

Art. 16. In the execution of their mandate, the Managers are not held personally responsible. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 17. Every shareholder may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at the meeting through a special proxy.

Art. 18. Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital.

However, decisions concerning the amendment of the Articles are taken by a majority of the shareholders representing seventy five percent of the capital.

In case that the Company consists of only one shareholder, all the powers, which, in accordance to the law or the Articles, are assigned to the general meeting are exercised by the only shareholder.

Resolutions taken by the sole shareholder in virtue of these attributions must be mentioned in a protocol or taken in written form.

Contracts concluded between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder must also be mentioned in a protocol or be established in written form.

This disposition is not applicable for current operations made under normal conditions.

Art. 19. The business year begins on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 20. Every year, the annual accounts are drawn up by the Managers.

Art. 21. The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 22. Out of the net profit, five percent shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent of the capital of the Company.

The balance is at the disposal of the shareholders.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions: (i) interim accounts are drawn up by the Board of Managers; (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve; (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the General Meeting of shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts; (iv) the rights of the creditors of the Company; and (v) where the interim dividends

paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

Art. 23. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be shareholder and who are appointed by the shareholders who will specify their powers and remuneration.

Art. 24. For all points not regulated by these Articles, reference is made to the provisions of the Law and its modifying acts, concerning trading companies."

Sixth resolution

The sole shareholder resolved to allocate the fifty nine (59) newly issued shares of Perseus Immobilien Gesellschaft 13 with a nominal value of three hundred and ten Euros (EUR 310.-) each to the sole shareholder of the Company with effect on the date of the present deed.

Seventh resolution

The sole shareholder resolved to appoint:

1. Mrs. Sophie BATARDY, born on 22 January 1963, in Lille (France), residing professionally at L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, as category A manager,

2. Mr. Nico HANSEN, born on 31st March 1969, in Differdange (Grand Duchy of Luxembourg), residing professionally at L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, as category A manager,

3. Mr. Simon KÖNIG, born on 13 October 1974, in Bern (Switzerland), residing at CH-8700 Künsnacht / Zurich, 39, Seestrasse, as category A manager,

4. GS Lux Management Services S.à r.l., a Luxembourg limited liability company, having its registered office at L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 88 045, as category B manager,

5. W2007 Parallel Bear S.à r.l., a Luxembourg limited liability company, having its registered office at L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 131 044, as category B manager, and

6. Whitehall Bear S.à r.l., a Luxembourg limited liability company, having its registered office at L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137 548, as category B manager,

as managers of Perseus Immobilien Gesellschaft 13 for an unlimited period of time.

Eighth resolution

The sole shareholder resolved to fix the registered office of Perseus Immobilien Gesellschaft 13 at L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

Ninth resolution

The sole shareholder resolved to state that the Demerger and all other matters referred to in the foregoing resolutions will be effective from a legal and accounting perspectives between the Company and Perseus Immobilien Gesellschaft 13 as from the date of the present deed and vis-à-vis third parties, on the date of publication of this notarial deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Tenth resolution

The sole shareholder resolved to grant a power of attorney to any manager of the Company to carry out any action necessary or incidental in relation to the resolutions taken at the present meeting.

Declaration

In accordance with the article 300 (2) of the Law, the undersigned notary declares having verified and certifies the existence and validity, under Luxembourg law, of the legal acts and formalities imposed on the Company in order to realize the Demerger.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Howald, Grand Duchy of Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing persons, known to the notary by surname, first name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Follows the German version:

Am vierundzwanzigsten Juni zweitausenddreizehn

erschieden vor Francis Kessler, Notar mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg,

Perseus Real Estate Investment S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischen Recht mit eingetragenem Sitz in L-2311 Luxembourg, 55 - 57, avenue Pasteur, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter der Nummer B 127.199, hier vertreten durch Rechtsanwältin Nathalie Houille, Rechtsanwältin, mit ladungsfähiger Anschrift in Howald, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer privatschriftlichen Vollmacht.

Diese Vollmacht bleibt nach ne varietur- Paraphierung durch die Erschienene und den amtierenden Notar der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

Die Erschienene ist die einzige Gesellschafterin von Perseus Immobilien Gesellschaft 11, einer nach luxemburgischen Recht gegründeten Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 55 - 57, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter der Nummer B 132.800 (die „Gesellschaft“).

Die Gesellschaft wurde gemäß Beurkundung durch Notar Jean Seckler mit Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg, am 11. Oktober 2007 gegründet. Die entsprechende notarielle Urkunde wurde im Mémorial C, Nummer 2677 vom 22. November 2007, veröffentlicht.

Die Gesellschaftssatzung wurde zuletzt am 22. Juli 2008 gemäß Beurkundung durch Notar Jean Seckler mit Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg geändert. Die entsprechende notarielle Urkunde wurde im Mémorial C, Nummer 2099 vom 29. August 2008, veröffentlicht.

Die Erschienene, die das ganze Gesellschaftskapital vertritt, ersuchte den Notar, Folgendes aufzusetzen:

I. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft hat eine teilweise Abspaltung vorgeschlagen, wobei die Gesellschaft einen Teil ihrer Aktiva und Passiva auf eine neue luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung überträgt, die in 55 - 57, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, unter dem Namen Perseus Immobilien Gesellschaft 13 gegründet werden soll (die noch nicht gegründet ist) gemäß Artikel 288 des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner neuesten Fassung (das „Gesetz“). Gemäß den Bestimmungen des Gesetzes hat der Verwaltungsrat der Gesellschaft einen Abspaltungsvorschlag ausgearbeitet, der am 22. Mai 2013 im Mémorial C, Nr. 1192, veröffentlicht wurde, also mehr als einen (1) Monat vor der vorliegenden notariellen Urkunde (der „Abspaltungsvorschlag“).

II. Nach dem Abspaltungsvorschlag verzichtete Perseus Real Estate Investment S.à r.l., die einzige Gesellschafterin der Gesellschaft, auf das Erfordernis, (i) einen Bericht des Verwaltungsrat der Gesellschaft gemäß Artikel 307 (1) in Verbindung mit Artikel 293 (1) des Gesetzes und (ii) einen Bericht eines unabhängigen Sachverständigen gemäß Artikel 307 (1) in Verbindung mit Artikel 294 des Gesetzes zu erstellen, wobei diese Verzichtserklärung gemäß Artikel 307 (1) in Verbindung mit Artikel 296 ausdrücklich gestattet ist. Eine Kopie der von der einzigen Gesellschafterin der Gesellschaft abgegebenen Verzichtserklärung bleibt nach ne varietur- Paraphierung durch die Erschienene und den amtierenden Notar der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

Der Abspaltungsvorschlag, die Jahresabschlüsse der Gesellschaft und die Berichte über die Führung der Gesellschaft für die drei (3) vor der Abspaltung der Gesellschaft nach dem Abspaltungsvorschlag abgeschlossenen Geschäftsjahre, die von Artikel 295 (1) a) und b) verlangt werden, wurden mindestens einen (1) Monat vor der vorliegenden Urkunde am eingetragenem Sitz der Gesellschaft hinterlegt. Eine Bestätigung der Verfügbarkeit dieser Unterlagen durch die Gesellschaft bleibt nach ne varietur- Paraphierung durch die Erschienene und den amtierenden Notar der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

III. Die Tagesordnung der Versammlung lautete wie folgt:

Tagesordnung

1. Genehmigung der teilweisen Abspaltung durch Gründung einer neuen Gesellschaft (die „Abspaltung“), wobei die Gesellschaft einen Teil ihrer Aktiva und Passiva auf diese neue Gesellschaft überträgt, wie vom Abspaltungsvorschlag geplant;

2. Genehmigung des im Abspaltungsvorschlag stehenden Umtauschverhältnisses der Geschäftsanteile;

3. Genehmigung der Gründung der neuen Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter dem Namen „Perseus Immobilien Gesellschaft 13“ nach dem Gesetz durch Übertragung eines Teils der Aktiva und Passiva der Gesellschaft, die im Abspaltungsvorschlag als die „Übertragenen Aktiva“ und die „Übertragenen Passiva“ bezeichnet werden;

4. Folgender Beschluss, das Gesellschaftskapital um achtzehntausendzweihundertneunzig Euro (18.290.- €) zu senken, um es durch die Annullierung von neunundfünfzig (59) Anteilen mit einem Nennwert von je dreihundertzehn Euro (310.- €) von gegenwärtig einunddreißigtausend Euro (31.000.- €) auf zwölftausendsiebenhundertzehn Euro (12.710.- €) zu bringen;

5. Genehmigung der Gesellschaftssatzung von Perseus Immobilien Gesellschaft 13;

6. Zuteilung der Geschäftsanteile von Perseus Immobilien Gesellschaft 13 an die einzige Gesellschafterin der Gesellschaft;

7. Ernennung der Geschäftsführer von Perseus Immobilien Gesellschaft 13 auf unbegrenzte Zeit;

8. Beschluss, den eingetragenem Sitz von Perseus Immobilien Gesellschaft 13 in L-2311 Luxembourg, 55 - 57, avenue Pasteur, zu errichten;

9. Inkrafttreten der Abspaltung vom rechtlichen und buchhalterischen Standpunkt aus gesehen;

10. Erteilung einer Vollmacht zur Vornahme aller im Hinblick auf die Beschlüsse, die auf Grund der vorliegenden Tagesordnung gefasst werden sollen, notwendigen und dazugehörigen Handlungen an jeden Geschäftsführer der Gesellschaft.

IV. Das Gesellschaftskapital wird auf einunddreißigtausend Euro (31.000.- €) festgesetzt. Es wird in einhundert (100) Geschäftsanteile zu einem Nennwert von je dreihundertzehn Euro (310.- €) unterteilt, die voll eingezahlt sind.

V. Die Versammlung hat folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die einzige Gesellschafterin beschloss nach Prüfung:

- des vom Verwaltungsrat der Gesellschaft erarbeiteten Abspaltungsvorschlags vom 8. Mai 2013;
 - der Jahresabschlüsse der Gesellschaft und der Berichte über die Führung der Gesellschaft für die drei (3) vor der Ausgliederung der Gesellschaft abgeschlossenen Geschäftsjahre,
- die Abspaltung der Gesellschaft wie im Abspaltungsvorschlag geplant zu genehmigen.

Zweiter Beschluss

Die einzige Gesellschafterin beschloss nach sorgfältiger Prüfung und Überlegung das folgende, im Abspaltungsvorschlag der Gesellschaft enthaltene Umtauschverhältnis der Geschäftsanteile:

Jeweils ein (1) Anteil an der Gesellschaft (von den neunundfünfzig (59) Geschäftsanteilen, die umgetauscht werden sollen) verleiht das Recht auf einen (1) neuen Geschäftsanteil mit einem Nennwert von dreihundertzehn Euro (310.- €) an Perseus Immobilien Gesellschaft 13.

An die einzige Gesellschafterin der Gesellschaft werden keine Barzahlungen geleistet.

das im Abspaltungsvorschlag der Gesellschaft stehende Umtauschverhältnis der Geschäftsanteile zu genehmigen.

Dritter Beschluss

Die einzige Gesellschafterin beschloss, die Gründung der neuen Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter dem Namen „Perseus Immobilien Gesellschaft 13“ nach luxemburgischen Recht durch Übertragung eines Teils der Aktiva und Passiva der Gesellschaft, die im Abspaltungsvorschlag als die „Übertragenen Aktiva“ und die „Übertragenen Passiva“ bezeichnet werden, zu genehmigen.

Vierter Beschluss

Die einzige Gesellschafterin beschloss, das Gesellschaftskapital um achtzehntausendzweihundertneunzig Euro (18.290.- €) zu senken, um es durch die Annullierung von neunundfünfzig (59) Geschäftsanteilen mit einem Nennwert von je dreihundertzehn Euro (310.- €) von gegenwärtig einunddreißigtausend Euro (31.000.-€) auf zwölftausendsiebenhundertzehn Euro (12.710.- €) zu bringen.

Fünfter Beschluss

Die einzige Gesellschafterin beschloss, dass die Gesellschaftssatzung von Perseus Immobilien Gesellschaft 13 wie folgt lauten soll:

„ **Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung "PERSEUS IMMOBILIEN GESELLSCHAFT 13" („die Gesellschaft“), welche der vorliegenden Satzung sowie den relevanten Gesetzesbestimmungen unterliegt.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft ist der An- und Verkauf sowie die Verwaltung von Immobilien.

Die Gesellschaft kann ihre Gelder zur Gründung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios aus jeglichen Sicherheiten jeder Herkunft, zur Beteiligung an Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption oder anderweitig von jeglichen Sicherheiten, deren Veräußerung durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonst wie, sowie zur Gewährung von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien an die Unternehmen, an denen sie mittelbar oder unmittelbar beteiligt ist oder an Unternehmen, die von denselben Personen kontrolliert werden wie die Gesellschaft, verwenden.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann in jeglicher Art Schulden aufnehmen und kann Schuldinstrumente, sowie nicht verzinsliche PEC, CPEC, Wertpapiere, Verbindlichkeiten, Schuldforderungen, Scheine und andere Wertpapiere ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle Handels-, Industrie-, und jede Art finanzieller Operationen, die sich direkt oder indirekt auf vorgenannte Geschäfte beziehen oder deren Verwirklichung erleichtern können.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Art. 4. Der Gesellschaftssitz ist in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg). Es kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den Bestimmungen, die für eine Satzungsänderung maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Innerhalb derselben Gemeinde kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrats verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen, Filialen, Agenturen oder Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland haben.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt achtzehntausend zwei hundert neunzig Euro (18.290,- EUR), eingeteilt in neunundfünfzig (59) Anteile mit einem Nominalwert von je dreihundertzehn Euro (310,- EUR).

Alle Anteile wurden vollständig eingezahlt.

Jedes verfügbare Agio wird ausgeschüttet.

Art. 6. Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesetzes vom 10 August 1915 festgelegt ist.

Art. 7. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt den Inhaber zu einem dementsprechenden Anteil am Gesellschaftsvermögen sowie am Gewinn.

Art. 8. Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden oder beim Tode eines Gesellschafters an Nichtgesellschafter, bedarf der ausdrücklichen schriftlichen Genehmigung aller übrigen Gesellschafter.

Art. 9. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters.

Art. 10. Es ist den Erben und Gläubigern der Gesellschafter in keinem Falle erlaubt, solche Gesellschaftsgüter und Dokumente pfänden zu lassen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat („der Verwaltungsrat“) geleitet, welcher als Kollegialgremium durch die Gesellschafterhauptversammlung gemäß den weiter unten beschriebenen Bestimmungen ernannt wird. Die Gesellschafterhauptversammlung bestimmt die Befugnisse, sowie die Mandatsdauer der Geschäftsführer. Wird keine Dauer angegeben, werden die Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer ernannt. Die Geschäftsführer können jederzeit durch die Hauptversammlung der Aktionäre mit oder ohne Angabe von Gründen (ad nutum) entlassen werden.

Der Verwaltungsrat besteht immer aus sechs (6) Geschäftsführern, wovon keiner in Deutschland wohnt, drei sind Geschäftsführer der Kategorie A (die „Kategorie A Geschäftsführer“), die drei anderen Geschäftsführer der Kategorie B („die Kategorie B Geschäftsführer“) Diese müssen keine Gesellschafter sein und können entweder vom einzigen Gesellschafter oder von der Allgemeinen Gesellschafterversammlung ernannt werden.

Wird die Stelle eines von der Generalversammlung bestellten Geschäftsführers frei, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder, das frei gewordene Amt vorläufig besetzen, jedoch unter Berücksichtigung der oben aufgeführten Regeln.

In diesem Fall erfolgt die endgültige Wahl durch die nächste Generalversammlung.

Art. 12. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgabe.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die gleiche Anzahl von Kategorie A Geschäftsführern, sowie Kategorie B Geschäftsführern anwesend, oder vertreten ist; Vollmachten unter Verwaltungsratsmitgliedern sind erlaubt, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Jeder Geschäftsführer hat eine Stimme für sämtliche Angelegenheiten, welche dem Verwaltungsrat vorgelegt werden. Die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden entscheidet bei Stimmengleichheit.

Entscheidungen des Verwaltungsrats können nur per Mehrheitsentscheid getroffen werden. Dazu muss die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; Vollmachten unter Verwaltungsratsmitgliedern sind erlaubt, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann. Eine solche Mehrheitsentscheidung muss die Stimme mindestens eines Kategorie A Geschäftsführers, sowie eines Kategorie B Geschäftsführers enthalten.

Der Verwaltungsrat kommt mindestens einmal pro Quartal zusammen, mit einer schriftlichen Mitteilungsfrist, welche mindestens fünfzehn (15) Tage beträgt (es sei denn, dass eine solche Benachrichtigungsfrist entfällt, durch schriftlichen Mitteilung mindestens einem (1) Kategorie B Geschäftsführer und mindestens einem (1) Kategorie B Geschäftsführer, vorausgesetzt, dass Aktionen, welche der Mitteilung explizit als Agenda beigefügt sind, nicht von der entsprechenden Verwaltungsratsitzung diskutiert werden dürfen. Mindestens eine (1) Verwaltungsratsitzung muss in jedem Quartal eines jeden Steuerjahrs in den Räumlichkeiten der Gesellschaft in Luxemburg stattfinden.

Verwaltungsratsitzungen können in den Räumlichkeiten der Gesellschaft in Luxemburg per Telefon- oder Videokonferenz, oder ähnlichen Kommunikationsmitteln stattfinden, wobei (i) die, an der Konferenz teilnehmenden Geschäftsführer identifizierbar sind, (ii) sämtliche, an der Konferenz teilnehmenden Personen in der Lage sind, sich gegenseitig zu hören und miteinander zu sprechen, (iii) die Übertragung der Sitzung darf nicht unterbrochen werden (ongoing basis), sowie (iv) sämtliche Teilnehmer in angemessener Weise verhandeln können. Teilnahme an einer solchen Konferenz gilt als persönliche Anwesenheit an einer solchen Sitzung. Wird ein Beschluss während einer solchen Konferenz getroffen, gilt dieser Beschluss als in Luxemburg getroffen, falls die Konferenz von Luxemburg ausgegangen ist.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme per Brief, Fernschreiben, Telefax oder E-Mail abgeben, welche schriftlich bestätigt werden müssen.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratsitzung gefasster Beschluss.

Kein Verwaltungsratsmitglied ist ermächtigt, Entschädigungen oder andere Entgelte für, in seiner Funktion als Geschäftsführer geleistete Dienste zu erhalten.

Jeder Beschluss oder Aktion, welche während einer Vorstandsitzung gefällt werden darf oder muss, kann ohne Zutritt der Verwaltungsrats getroffen werden, wenn (i) sämtliche Geschäftsführer ihr Einverständnis hierzu schriftlich mitteilen, und (ii) diese schriftlichen Einverständniserklärungen in den Archiven der Gesellschaft aufbewahrt werden.

Art. 13. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um im Interesse der Gesellschaft, sämtliche Angelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Alle Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz vom 10. August 1915 („das Gesetz“), sowie durch die späteren Änderungen, oder durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 14. Die Gesellschaft ist durch die Kollektivunterschrift zweier (2) Geschäftsführer, wovon einer (1) der Kategorie A, sowie einer (1) der Kategorie B zugehören muss, gebunden.

Art. 15. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen, die Gesamtheit oder einen Teil seiner Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen.

Der Verwaltungsrat ist des Weiteren ermächtigt, Führungskräfte und/oder andere Vertreter der Gesellschaft zu bestellen, falls der Verwaltungsrat dies als notwendig oder ratsam betrachtet. Jede so ernannte Kraft bekleidet ihr Amt bis sie kündigt oder abgerufen wird. Der Verwaltungsrat kann jederzeit, ohne Angabe von Gründen, eine solche Kraft ernennen oder beurlauben.

Der Verwaltungsrat ist befugt, einen oder mehrere Ausschüsse (einschließlich eines geschäftsführenden Ausschusses) einzusetzen, sowie diesen zu befugen, gewisse Entscheidungen zu treffen. Kein Mitglied eines solchen Ausschusses darf ohne die Zustimmung des Verwaltungsrats abgerufen werden.

Art. 16. Die Geschäftsführer gehen durch die Ausübung ihres Mandates keine persönliche Verpflichtung ein. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie lediglich für die korrekte Ausübung ihres Mandates haftbar.

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann an den Abstimmungen teilnehmen. Sein Stimmrecht entspricht der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile. Er kann sich auch durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Art. 18. Beschlüsse sind rechtskräftig wenn sie von mehr als der Hälfte der Gesellschafter angenommen wurden.

Beschlüsse, welche eine Satzungsänderung betreffen, werden durch die Mehrheit der Gesellschafter gefasst, welche mindestens fünfundsiebzig Prozent des Kapitals darstellen.

Im Falle, wo die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter besteht, werden alle Befugnisse, welche laut Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, durch den Einzelgesellschafter ausgeübt.

Beschlüsse, welche, aufgrund dieser Befugnisse durch den einzigen Gesellschafter getroffen werden, müssen in einem Protokoll verzeichnet oder in schriftlicher Form festgehalten werden.

Desgleichen müssen Verträge, welche zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft geschlossen wurden, in einem Protokoll verzeichnet oder in schriftlicher Form festgehalten werden.

Diese Bestimmung ist nicht für, unter normalen Bedingungen ausgeführte laufende Geschäfte anwendbar.

Art. 19. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 20. Jedes Jahr wird die Bilanz von den Geschäftsführern erstellt.

Art. 21. Die Bilanz steht den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 22. Fünf Prozent des Reingewinns werden für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage verwendet bis diese Rücklage zehn Prozent des Gesellschaftskapitals darstellt.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Zwischendividenden (interim dividends) können jederzeit unter Berücksichtigung folgender Vorschriften ausgeschüttet werden: (i) eine Zwischenbilanz (interim account) wird vom Verwaltungsrat aufgesetzt; (ii) die Zwischenbilanz zeigt, dass genügend Profit und andere Reserven (inklusive Aktienprämien) zur Ausschüttung vorhanden sind; allerdings sollte der auszuzahlende Betrag, den Profit, welcher seit Ende des vorangegangenen Geschäftsjahres, von welchem die Bilanz von der Gesellschafterhauptversammlung angenommen wurde nicht übertreffen, erhöht durch, vom letzten Geschäftsjahr übernommene Gewinne, sowie ausschüttbare Reserven, abzüglich Verlustvorträge (carried forward losses) und Summen, welche in legale Reserven einzutragen sind; (iii) die Entscheidung, solche Zwischendividenden auszuschütten, wird von der Gesellschafterhauptversammlung innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Datum der Einrichtung der Zwischenkonten getroffen; (iv) die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft sind nicht beeinträchtigt, wenn die Vermögenswerte der Gesellschaft in Betracht gezogen werden; sowie (v) im Falle

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation von einem Liquidator ausgeführt welcher kein Gesellschafter sein muss und der von den Gesellschaftern ernannt wird, welche seine Befugnisse und seine Entschädigung festlegen.

Art. 24. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 und dessen Abänderungen, betreffend die Handelsgesellschaften, verwiesen".

Sechster Beschluss

Die einzige Gesellschafterin beschloss, die neunundfünfzig (59) neu ausgegebenen Geschäftsanteile von Perseus Immobilien Gesellschaft 13 zu einem Nennwert von je dreihundertzehn Euro (310.- €) mit Wirkung vom Datum der vorliegenden Urkunde der einzigen Gesellschafterin der Gesellschaft zuzuteilen.

Siebter Beschluss

Die einzige Gesellschafterin beschloss die Ernennung von:

1. Frau Sophie BATARDY, geboren am 22. Januar 1963 in Lille (Frankreich), mit ladungsfähiger Anschrift in L-2311 Luxembourg, 55 - 57, avenue Pasteur, zur Managerin der Kategorie A;
 2. Herrn Nico HANSEN, geboren am 31. März 1969 in Differdange (Großherzogtum Luxemburg), mit ladungsfähiger Anschrift in L-2311 Luxembourg, 55 - 57, avenue Pasteur, zum Manager der Kategorie A;
 3. Herrn Simon KÖNIG, geboren am 13. Oktober 1974 in Bern (Schweiz), mit ladungsfähiger Anschrift in CH-8700 Künsnacht / Zürich, Seestraße 39, zum Manager der Kategorie A;
 4. GS Lux Management Services S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 88 045, zur Managerin der Kategorie B;
 5. W2007 Parallel Bear S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 131 044, zur Managerin der Kategorie B und
 6. Whitehall Bear S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 137 548, zur Managerin der Kategorie B,
- zu Geschäftsführern von Perseus Immobilien Gesellschaft 13 auf unbegrenzte Zeit.

Achter Beschluss

Die einzige Gesellschafterin beschloss, den eingetragenen Sitz von Perseus Immobilien Gesellschaft 13 in L-2311 Luxembourg, 55 - 57, avenue Pasteur, zu errichten.

Neunter Beschluss

Die einzige Gesellschafterin beschloss die Feststellung, dass die Abspaltungsgliederung und alle anderen Angelegenheiten, auf die in den oben stehenden Beschlüssen Bezug genommen wird, zwischen der Gesellschaft und Perseus Immobilien Gesellschaft 13 aus rechtlicher und buchhalterischer Sicht am Datum der vorliegenden Urkunde und gegenüber Dritten am Datum der Veröffentlichung dieser notariellen Urkunde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in Kraft treten.

Zehnter Beschluss

Die einzige Gesellschafterin beschloss, jedem Geschäftsführer der Gesellschaft eine Vollmacht zur Vornahme aller im Hinblick auf die Beschlüsse, die auf dieser Versammlung gefasst wurden, notwendigen und dazugehörigen Handlungen zu erteilen.

Erklärung

Im Einklang mit Artikel 300 (2) des Gesetzes, den amtierenden Notar nach Prüfung hiermit bestätigt das Vorliegen und die Rechtmäßigkeit sowohl des Formalitäten und Rechtshandlungen, die der Gesellschaft im Zusammenhang der Abspaltung obliegen.

DARÜBER wurde die vorliegende notarielle Urkunde an dem am Anfang der Urkunde genannten Datum in Howald, Großherzogtum Luxemburg, aufgesetzt.

Nachdem die vorliegende Urkunde der Erschienenen, die dem Notar namentlich sowie mit Vornamen, Familienstand und Wohnsitz bekannt ist, vorgelesen worden war, unterschrieb sie die besagte Erschienene zusammen mit dem Notar.

Der amtierende Notar, der Englisch versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der Erschienenen in englischer Sprache abgefasst ist, worauf eine deutsche Übersetzung folgt. Auf Wunsch derselben Erschienenen und bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text hat die englische Fassung Vorrang.

Signé: Houllé, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 juin 2013. Relation: EAC/2013/8283. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013092712/550.

(130112741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2013.

The Swatch Group SICAF-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5835 Alzingen, 10, rue Hondsbreck.

R.C.S. Luxembourg B 48.081.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am fünfundzwanzigsten Juni.

Vor uns, Maître Carlo Wersandt, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, handelnd in Ersetzung seines verhinderten Kollegen Maître Henri Hel-linckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, welcher Letzterer in Verwahrung vorliegender Urkunde bleibt,

fand eine außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre von "THE SWATCH GROUP SICAF-SIF" (die "Gesellschaft"), mit Gesellschaftssitz in Alzingen, gegründet durch notarielle Urkunde von Maître Edmond Schroeder, Notar mit dem damaligen Amtssitz in Mersch, am 29. Juli 1994, welche im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (das "Mémorial") Nummer 299 vom 9. August 1994 veröffentlicht wurde, statt. Die Satzung der Gesellschaft (die "Satzung") wurde zum letzten Mal am 27. Februar 2013 geändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den vorgenannten Notar Maître Carlo Wersandt, welcher in Ersetzung von Maître Henri Hellinckx, vorbenannt, gehandelt hat. Die Urkunde wurde im Mémorial Nummer 588 vom 11. März 2013 veröffentlicht.

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft (die "Generalversammlung") fand unter dem Vorsitz von Bertrand Abbet, Privatangestellter, wohnhaft in Itzig, statt.

Der Vorsitzende bestimmte Philippe Coulon, avocat, wohnhaft in Luxemburg, zum Protokollführer.

Die Generalversammlung bestimmte Kathrin Krämer, avocat, wohnhaft in Luxemburg, zum Wahlprüfer.

Nachdem das Büro der Generalversammlung auf diese Weise gebildet wurde, wurde Folgendes festgestellt:

I. Die bei der vorliegenden Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf der Anwesenheitsliste aufgeführt. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten wurden "ne varietur" von den Mitgliedern des Büros, den anwesenden Aktionären, den Vollmachtnehmern der vertretenen Aktionäre sowie dem unterzeichneten Notar unterzeichnet und werden als Anhang der vorliegenden Urkunde mit dieser bei der Eintragungsbehörde eingereicht.

II. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass alle am Tag dieser Generalversammlung von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien bei dieser Generalversammlung vertreten oder anwesend sind. Die Aktionäre der Gesellschaft (die "Aktionäre") haben durch Vollmacht auf ihr Recht auf eine formelle Einberufung der Generalversammlung verzichtet.

III. Demzufolge ist die Generalversammlung rechtmäßig einberufen und kann rechtmäßig über die Tagesordnungspunkte beraten.

IV. Die Tagesordnung der Generalversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Verzicht auf die formelle Einberufung der Generalversammlung.

2. Beschlussfassung bezüglich (a) der Herabsetzung des gezeichneten Kapitals der Gesellschaft um dreihundertsechundachtzig Millionen fünfhundertachtundachtzigtausend Schweizer Franken (CHF 386.588.000,-) (der "Kapitalherabsetzungsbetrag") auf vierhundertdreiundsechzig Millionen vierhundertzwölftausend Schweizer Franken (CHF 463.412.000,-), und (b) der Annullierung von dreihundertsechundachtzigtausendfünfhundertacht-undachtzig (386.588) Aktien der Gesellschaft mit einem Nennwert von eintausend Schweizer Franken (CHF 1.000,-) pro Aktie, gegen (i) Übertragung an den Mehrheitsaktionär, der sich gemäß Vollmacht damit einverstanden erklärt, von neunundzwanzigtausendsechshundertfünfzig (29.650) Anteilen an der The Swatch Group Europa AG, einer Gesellschaft schweizerischen Rechts mit einem Marktwert wie im Rahmen der Bewertungsregeln der Gesellschaft festgelegt von dreihundertneun Millionen zweihundertsiebzig-tausendvierhundert Schweizer Franken (CHF 309.270.400,-) (die "Beteiligung") und (ii) Rückzahlung an den

Minderheitsaktionär, der sich gemäß Vollmacht damit einverstanden erklärt, von einem Betrag von siebenundsiebzig Millionen dreihundertsiebzehntausendsechshundert Schweizer Franken (CHF 77.317.600,-) in bar, sowie Beschlussfassung bezüglich (c) der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage um zehn Prozent (10%) des Kapitalherabsetzungsbetrags auf zehn Prozent (10%) des gezeichneten Kapitals nach der Kapitalherabsetzung und Übertragung des frei werdenden Betrags von achtunddreißig Millionen sechshundertachtundfünfzigtausendachthundert Schweizer Franken (CHF 38.658.800,-) in frei verfügbare Reserven, und (d) der Beauftragung des Verwaltungsrats mit (i) der Übertragung der Beteiligung an den Mehrheitsaktionär am 25. Juni 2013 und (ii) der Rückzahlung an den Minderheitsaktionär des vorgenannten Betrags von siebenundsiebzig Millionen dreihundertsiebzehntausendsechshundert Schweizer Franken (CHF 77.317.600,-) in bar am 26. Juni 2013.

3. Infolgedessen, Beschlussfassung bezüglich der Änderung des 2. Absatzes von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft wie folgt:

"Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft beträgt vierhundertdreißig Millionen vierhundertzwölftausend Schweizer Franken (CHF 463.412.000,-) bestehend aus vierhundertdreißigtausend-vierhundertzwölf (463.412) Aktien mit einem Nennwert von eintausend Schweizer Franken (CHF 1.000,-) pro Aktie."

4. Beschlussfassung bezüglich (a) der Genehmigung der informellen Zwischenbilanz der Gesellschaft zum 31. Mai 2013, inklusive der Bestätigung, dass diese Gewinnrücklagen (Retained Earnings) in Höhe von achtzig Millionen Schweizer Franken (CHF 80.000.000,-) ausweist, und (b) der Rückzahlung an die Aktionäre eines Gesamtbetrags von neunzig Millionen Schweizer Franken (CHF 90.000.000,-) in bar davon (i) achtzig Millionen Schweizer Franken (CHF 80.000.000,-) aus den Gewinnrücklagen (Retained Earnings) mit Wertstellung vom 26. Juni 2013 und (ii) zehn Millionen Schweizer Franken (CHF 10.000.000,-) aus den nach der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zusätzlich frei verfügbaren Reserven in Höhe von achtunddreißig Millionen sechshundertachtundfünfzigtausendachthundert Schweizer Franken (CHF 38.658.800,-), und (c) der Beauftragung des Verwaltungsrats mit der Rückzahlung an die Aktionäre des vorgenannten Gesamtbetrags in bar am 26. Juni 2013.

5. Verschiedenes.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Aktionäre bestätigen, dass sie auf eine formelle Einberufung der Generalversammlung verzichtet haben.

Zweiter Beschluss

Die Aktionäre beschließen einstimmig die Herabsetzung des gezeichneten Kapitals der Gesellschaft um dreihundertsechszig Millionen fünfhundertachtundachtzigtausend Schweizer Franken (CHF 386.588.000,-) auf vierhundertdreißig Millionen vierhundertzwölftausend Schweizer Franken (CHF 463.412.000,-), und die Annullierung von dreihundertsechszigtausendfünfhundertachtundachtzig (386.588) Aktien der Gesellschaft mit einem Nennwert von eintausend Schweizer Franken (CHF 1.000,-) pro Aktie, gegen (i) Übertragung der Beteiligung an den Mehrheitsaktionär, der sich gemäß Vollmacht damit einverstanden erklärt, und (ii) Rückzahlung an den Minderheitsaktionär, der sich gemäß Vollmacht damit einverstanden erklärt, von einem Betrag von siebenundsiebzig Millionen dreihundertsiebzehntausendsechshundert Schweizer Franken (CHF 77.317.600,-) in bar.

Infolgedessen beschließen die Aktionäre einstimmig die Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft um zehn Prozent (10%) des Kapitalherabsetzungsbetrags, auf zehn Prozent (10%) des gezeichneten Kapitals nach der Kapitalherabsetzung, durch Übertragung eines Betrags von achtunddreißig Millionen sechshundertachtundfünfzigtausendachthundert Schweizer Franken (CHF 38.658.800,-) aus der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft vor der Kapitalherabsetzung in Höhe von fünfundachtzig Millionen Schweizer Franken (CHF 85.000.000,-) in frei verfügbare Reserven, so dass die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft nach der Kapitalherabsetzung sechsundvierzig Millionen dreihundertein-undvierzigtausendzweihundert Schweizer Franken (CHF 46.341.200,-) beträgt.

Des Weiteren beschließen die Aktionäre einstimmig den Verwaltungsrat zu beauftragen (i) dem Mehrheitsaktionär die Beteiligung am 25. Juni 2013 zu übertragen und (ii) dem Minderheitsaktionär den vorgenannten Betrag von siebenundsiebzig Millionen dreihundertsiebzehntausendsechshundert Schweizer Franken (CHF 77.317.600,-) in bar am 26. Juni 2013 zurückzahlen.

Dritter Beschluss

Infolgedessen beschließen die Aktionäre einstimmig den 2. Absatz von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft wie folgt neu zu fassen:

"Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft beträgt vierhundertdreißig Millionen vierhundertzwölftausend Schweizer Franken (CHF 463.412.000,-) bestehend aus vierhundertdreißigtausend-vierhundertzwölf (463.412) Aktien mit einem Nennwert von eintausend Schweizer Franken (CHF 1.000,-) pro Aktie."

Vierter Beschluss

Die Aktionäre genehmigen einstimmig die bereits am 19. Juni 2013 vom Verwaltungsrat der Gesellschaft genehmigte, informelle Zwischenbilanz der Gesellschaft zum 31. Mai 2013 und bestätigen einstimmig insbesondere, dass diese Gewinnrücklagen (Retained Earnings) in Höhe von achtzig Millionen Schweizer Franken (CHF 80.000.000,-) ausweist.

Die Aktionäre beschließen einstimmig, einen Gesamtbetrag in Höhe von neunzig Millionen Schweizer Franken (CHF 90.000.000,-) in bar an die Aktionäre zurückzuzahlen, davon (i) achtzig Millionen Schweizer Franken (CHF 80.000.000,-) aus den Gewinnrücklagen (Retained Earnings) mit Wertstellung vom 26. Juni 2013 und (ii) zehn Millionen Schweizer Franken (CHF 10.000.000,-) aus den nach der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zusätzlich frei verfügbaren Reserven in Höhe von achtunddreißig Millionen sechshundertachtundfünfzigtausendachthundert Schweizer Franken (CHF 38.658.800,-).

Des Weiteren beschließen die Aktionäre einstimmig den Verwaltungsrat zu beauftragen den Aktionären den vorgenannten Gesamtbetrag am 26. Juni 2013, im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien, in bar zurückzuzahlen.

Da keine weiteren Angelegenheiten auf der Tagesordnung der Generalversammlung stehen, wurde diese daraufhin geschlossen.

Kosten

Die Kosten, die der Gesellschaft aus Anlass des Gegenwärtigen entstehen, werden auf ungefähr EUR 3.500,- geschätzt.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem die Urkunde der Generalversammlung, den Mitgliedern des Büros der Generalversammlung, die dem Notar alle dem Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz nach bekannt sind, verlesen wurde, wurde sie gemeinsam mit dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Gezeichnet: P. COULON, K. KRÄMER, B. ABBET und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 juin 2013. Relation: LAC/2013/29420. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Luxemburg, den 8. Juli 2013.

Référence de publication: 2013093672/124.

(130114009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2013.

Fondation Victor Elz, Fondation.

Siège social: L-5955 Itzig, 22, rue de Contern.

R.C.S. Luxembourg G 203.

Comptes annuels pour l'exercice clôture au 31 décembre 2012 et Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Au conseil d'Administration de la

FONDATION VICTOR ELZ

22, rue de Contern

L – 5955 Itzig

Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la FONDATION VICTOR ELZ, comprenant le bilan au 31 décembre 2012 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des

comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la FONDATION VICTOR ELZ, au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à rétablissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Bertrange, le 22 février 2013.

CLERC

Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson

Bilan au 31 décembre 2012 (Exprimé en Euro)

	Notes	2012 EUR	2011 EUR
ACTIF			
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations corporelles	3		
Terrains et constructions			
Appartement CANDELA		248 372,40	254 158,53
Appartement CAMELIA		783 269,70	-
Autres installations, outillage et mobilier		25 201,75	-
ACTIF CIRCULANT			
Valeurs mobilières	4		
BCEE Titres		500 000,00	-
BIL Titres		599 490,83	599 490,83
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		694 275,01	1 917 861,05
TOTAL ACTIF		2 850 609,69	2 771 510,41
PASSIF			
CAPITAL			
Capital non disponible	4	500 000,00	500 000,00
Réserve libre	6	2 101 022,87	2 055 439,55
Bénéfice de l'exercice		40 252,77	45 583,32
Subsides en capital		166 606,28	170 487,54
DETTES			
Dettes sur achats et prestations de services			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		42 727,77	-
		2 850 609,69	2 771 510,41

Compte de profits et Pertes pour l'exercice clôture au 31 décembre 2012 (Exprimé en Euro)

	Note	2012 EUR	2011 EUR
CHARGES			
Autres charges			
Frais de gestion Victor Elz		989,50	1 051,07
Frais divers		280,75	18,60
Loyer et charges locatives		523,50	555,15
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles	3	5 786,13	5 786,13
Bénéfice de l'exercice		40 252,77	45 583,32
		47 832,65	52 994,27

PRODUITS

Cotisations, dons, legs et subsides reçus	720,00	420,00
Autres produits		
Remboursement frais appartement Candela	10 220,03	12 040,00
Amortissement subsides	3 881,26	3 881,26
Divers	125,55	-
Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts reçus	32 885,81	36 653,01
	<u>47 832,65</u>	<u>52 994,27</u>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Annexe 31 décembre 2012

Note 1. Généralités. La FONDATION VICTOR ELZ, (la Fondation) a été constituée sous forme d'une Fondation le 26 mars 2009 pour une durée illimitée.

La Fondation a pour objet le soutien matériel notamment du centre d'accueil Kannerheem Izeg et de structures analogues tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

L'exercice social s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Note 2. Principes, Règles et Méthodes comptables.**2.1 Principes généraux**

La Fondation tient sa comptabilité d'engagement en partie double. Le bilan et le compte de profits et pertes sont exprimés en EUR.

2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, y inclus les frais accessoires.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée estimée d'utilisation aux taux de:

Immeuble	2%
Autres installations, outillages et mobilier	20%

2.3 Créances, disponibilités et dettes

Les créances, les disponibilités et les dettes sont évalués à leur valeur nominale.

2.4 Dons, legs et subsides

Les dons, legs et subsides reçus pendant l'exercice sont comptabilisés en produits lors de la réception effective ou de la promesse effectuée.

Note 3. Immobilisations corporelles.

	Terrains et constructions	
	2012	2011
	EUR	EUR
Valeur brute au début de l'exercice	265 730,79	265 730,79
Entrées au cours de l'exercice	783 269,70	-
Sorties au cours de l'exercice	-	-
Transferts au cours de l'exercice	-	-
Valeur brute à la fin de l'exercice	1 049 000,49	265 730,79
Correction de valeurs cumulées au début de la période	(11 572,26)	(5 786,13)
Dotations de l'exercice	(5 786,13)	(5 786,13)
Reprises de l'exercice	-	-
Transferts de l'exercice	-	-
Valeur nette à la fin de l'exercice	1 031 642,10	254 158,53
Valeur nette au début de l'exercice	1 037 428,23	259 944,66

Note 4. Valeurs mobilières. Les valeurs mobilières sont enregistrées au jour de leur entrée dans le patrimoine de la Fondation Victor Elz à la valeur de marché. A la fin de l'exercice les valeurs mobilières sont ajustées au plus bas du prix de marché ou du coût d'acquisition.

La gestion du portefeuille titres détenu par la Fondation est assurée par le conseil d'administration et répond aux critères d'une gestion en bon père de famille.

Note 5. Capital non disponible. Le fonds social constitué lors de la création de la fondation s'élève à EUR 500 000,00, L'apport du fonds social a été fait par l'association sans but lucratif «KMA Association Victor Elz», ayant son siège à Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse.

Note 6. Réserves libres. Les réserves libres représentent les actifs transférés de l'association sans but lucratif «KMA Association Victor Elz» à la date de la constitution de la Fondation.

Note 7. Présentation des états financiers. Les états financiers au 31 décembre 2012 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration selon les politiques comptables généralement admises au Luxembourg.

Budget 2013

DEPENSES			
1.1 Dons aux Foyers KHIZEG			30.000,00
1.2 Dons au Foyer XXXXXX			0,00
2.1 Frais de Gestion VELZ			2.000,00
2.2 ARCUS asbl			0,00
3.1 Charges appart.-CANDELA-CENTS		300,00	
3.2 Charges appart CAMELLIA-MAME		4.500,00	
3.3. Autres frais		0,00	4.800,00
4. Autres Loyers, impôt foncier etc			400,00
5.1 Amort.immeubles 2%	289306,39+782376,06		21.434,00
5.2 Amort install, mobilier.outill. 20%	25571.75		5.115,00
5.3 Amort.autres 33.33%	0		0,00
6. Provision / moins-value s/titres			0,00
7 Frais Divers			510,00
Total dépenses			64.259,00
BENEFICE			3.022,00
Total balance			67.281,00
RECETTES			
1. Dons	1. normaux	600,00	
	2. spéciaux	0,00	600,00
2.1 Subsidés en Capital/CENTS		194.063,00	0,00
2.2 Amort.subsidés 2%		3.881,00	3.881,00
3. Remb irais Appt	Candela-Cenis		10.000,00
	Camellia-Mamer		16.800,00
4. Intérêts et produits assimilés			36.000,00
5. Recettes diverses	1 .remb/vente titres . . .	0,00	
	2. legs	0,00	
	3. divers	0,00	0,00
Total balance			67.281,00

Référence de publication: 2013069796/173.

(130085918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Wasabi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8366 Hagen, 35, rue Randlingen.

R.C.S. Luxembourg B 145.665.

L'AN DEUX MILLE DOUZE,

LE TRENTE (30) OCTOBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée WASABI S.A., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la Section B numéro 145665,

Constituée suivant acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, notaire de résidence à Luxembourg, en date 02 avril 2009, publié au Mémorial C n°879 du 24 avril 2009. Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 janvier 2011, publié au Mémorial C n° 741, du 16 avril 2011.

L'assemblée est présidée par Monsieur Frédéric MATHOUILLOT, manager, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Nicolas SPIETTE, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée désigne comme scrutateur Monsieur Frédéric MATHOUILLOT, prénommé.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les 660 (six cent soixante) actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Transfert du siège social du 11, boulevard Royal L-2449 Luxembourg vers 35, rue Randlingen L-8366 Hagen et modification subséquente du premier alinéa de l'article 1 des statuts de la société pour lui donner la nouvelle teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège social est établi à Steinfort».

2. Révocation du Commissaire aux Comptes actuel et nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes

3. Constat sur la détention du capital.

4. Divers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé du Président et a abordé l'ordre du jour. Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité, la résolution suivante.

Première résolution

L'assemblée des actionnaires décide transférer le siège social du 11, boulevard Royal L-2449 Luxembourg vers 35, rue Randlingen L-8366 Hagen et donc de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts de la société pour lui donner la nouvelle teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège social est établi à Steinfort. ...»

Seconde résolution

L'assemblée des actionnaires décide de révoquer de la fonction de commissaire aux comptes, la société de droit belge «JAKA sprl» ayant son siège social au 2 rue Champêtre à B-1300 LIMAL (Belgique) et de donner décharge à cette dernière, pour l'exercice de sa fonction, et ce à partir de la date de ce jour.

L'assemblée des actionnaires décide de nommer à la fonction de Commissaire aux Comptes et ce à partir de ce jour, la société anonyme de droit luxembourgeois «BDO Tax & Accounting» ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B147571. Le mandat du Commissaire aux Comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Constatation

Il est constaté par l'assemblée des actionnaires que les six cent soixante (660) actions représentatives du capital social son détenues comme suit:

1) Monsieur Antoine DUCHÂTEAU demeurant au 279/A avenue Kersbeek à B-1190 FOREST (Belgique) détient cent soixante-cinq (165) actions,

2) Monsieur Antonio DI NATALE, demeurant au 29, rue de la Charmille à B-7850 ENGHEIN (Belgique) détient cent soixante-cinq (165) actions,

3) Monsieur Nicolas SPIETTE, demeurant au 26, rue des Merisiers à B-1390 GREZ-DOICEAU (Belgique) détient cent soixante-cinq (165) actions,

4) Monsieur Antoine BAUDOUX, demeurant au 225/2E/D Grote Baan à B-1620 DROGENBOS (Belgique) détient cent soixante-cinq (165) actions.

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. MATHOUILLOT, N. SPIETTE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 31 octobre 2012. Relation: RED/2012/1442. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 06 novembre 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012145404/78.

(120191153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2012.

Nestlé Treasury International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 7, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 177.537.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-third day of May.

Before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Nestlé S.A., a Swiss public limited company (société anonyme), incorporated and existing under the laws of Switzerland, registered with the Commercial Register of the Canton of Vaud under number CH-550-0067293-5, having its registered office at Avenue Nestlé 55, 1800 Vevey, Switzerland, here represented by Maître Jean-Marc Ueberecken, LLM residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Vevey, on 21 May 2013.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a public limited company (société anonyme) under the name "Nestlé Treasury International S.A." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is to act as a central treasury entity for the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company (the "Group").

In particular, the Company may carry out the following activities with Group companies:

(i) the entry into of options, futures, swaps, forwards, and other derivative or similar contracts of any nature whatsoever, relating to securities, currencies, interest rate, yields, financial indices, financial measures, commodities, credit risk, climactic variables, freight rates, emission allowances, inflation, any other economic statistics or data or any other thing, whether settled in cash or physically settled and any other derivative contracts relating to assets, rights, obligations, indices or any other matter (or any combination of any of them), whether or not secured or collateralised, whether on a matching basis or not, whether embedded in any other type of contract, deed, trust or arrangement of any nature whatsoever (such as loans or securities) and with any person, and whether as principal or as agent,

(ii) the borrowing of money (whether by way of loan, bond or securities issuance, lease, discounting, repo, stock loan or any other method of funding or economic equivalent to borrowing, whether secured or unsecured),

(iii) the lending of money (whether by way of loan, purchase or subscription for bonds or other securities, lease, repo, stock loan or any other method of lending or economic equivalent to lending, whether secured or unsecured),

(iv) the taking from, or the provision to others, of collateral (whether by way of pledge, charge, mortgage, lien or any other form of security or quasi-security or by way of outright transfer or in any other manner permitted by law), and

(v) the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

For the purpose of the above, the Company may enter into any type of hedging transactions or financing activities and related collateral transactions with third parties.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 In general, the Company may carry out any activities which it may deem useful or necessary in the accomplishment and the development of its corporate purpose.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at one million euro (EUR 1,000,000), represented by one million (1,000,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.4 The Company may redeem its own shares subject to the provisions of the Law.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable in accordance with the provisions of the law.

7.4 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties either (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

C. General meetings of shareholders

Art. 8. Powers of the general meeting of shareholders.

8.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

8.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the "sole shareholder", depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. Convening of general meetings of shareholders.

9.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or, as the case may be, by the internal auditor(s).

9.2 It must be convened by the board of directors or the internal auditor(s) upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

9.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with needs to be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

9.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Conduct of general meetings of shareholders.

10.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the last Wednesday of April at 2 p.m.. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

10.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

10.3 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

10.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

10.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

10.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

10.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

10.8 The board of directors may determine further conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 11. Quorum and Vote.

11.1 Each share entitled to one vote in general meetings of shareholders.

11.2 Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 13. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 14. Adjournment of general meeting of shareholders. Subject to the provisions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders which is in progress for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 15. Minutes of general meetings of shareholders.

15.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

15.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members.

D. Management

Art. 16. Composition and Powers of the board of directors.

16.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members. There shall be two (2) classes of directors, namely class A directors and class B directors. Any reference in these articles of association to director(s) without any further specification shall designate the class A directors and class B directors indistinctively.

16.2 However, where the Company has been incorporated by a single shareholder or where it appears at a shareholders' meeting that all the shares issued by the Company are held by a sole shareholder, the Company may be managed by a sole director until the next general meeting of shareholders following the increase of the number of shareholders. In such case, to the extent applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of directors" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole director".

16.3 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 17. Daily management.

17.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

17.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 18. Appointment, Removal and Term of office of directors.

18.1 The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

18.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years and each director shall hold office until a successor is appointed. Directors may be re-appointed for successive terms.

18.3 Each director is appointed by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 19. Vacancy in the office of a director.

19.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

19.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 20. Convening meetings of the board of directors.

20.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

20.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

20.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 21. Conduct of meetings of the board of directors.

21.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

21.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.

21.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

21.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means shall be equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

21.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tie, the chairman shall not have a casting vote.

21.7 Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

21.8 Where the Company comprises a single director, transactions made between the Company and the director having an interest conflicting with that of the Company is only mentioned in the resolution of the sole director.

21.9 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors or the sole director relates to current operations entered into under normal conditions.

21.10. The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 22. Minutes of the meeting of the board of directors - Minutes of the decisions of the sole director.

22.1 The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

22.2 Decisions of the sole director shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director.

Art. 23. Dealing with third parties.

23.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the sole director, or, if the Company has several directors, by the joint signature of any one (1) class A director and one (1) class B director or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

23.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

E. Audit and Supervision

Art. 24 Auditor(s).

24.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years.

24.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

24.3 The internal auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

24.4 If the general meeting of shareholders of the Company appoints one or more independent auditor(s) (reviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

24.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 25. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 26. Annual accounts and Allocation of profits.

26.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law. 26.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

26.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

26.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

26.5 Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

26.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 27. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

27.1 The board of directors may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

27.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation.

28.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

28.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 29. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on the thirty-first of December 2013.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2014.
3. Interim dividends may also be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

All the one million (1,000,000) shares issued have been subscribed by Nestlé S.A., aforementioned, for the price of one million euro (EUR 1,000,000).

The shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of one million euro (EUR 1,000,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of one million euro (EUR 1,000,000) is entirely allocated to the share capital.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for or referred to in articles 26 of the Law and expressly states that they have been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately three thousand euro (EUR 3,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 7, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as directors of the Company until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts of the first financial year;

Class A directors:

- (i) Mr. Laurent Schummer, born in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) on 6 May 1973, professionally residing at 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
- (ii) Mr. Jean-Marc Ueberecken, born in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) on 31 May 1972, professionally residing at 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Class B directors:

- (iii) Ms. Marina Vanderveken-Verhulst, born in Leuven (Belgium) on 11 January 1959, professionally residing at 221, Rue de Birmingham, 1070 Brussels, Belgium,
- (iv) Ms. Saskia Deknock, born in Sint-Amandsberg (Belgium) on 20 April 1972, professionally residing at 221, Rue de Birmingham, 1070 Brussels, Belgium,
- (v) Mr. Bruno Chazard, born in Bezons (France) on 12 June 1976, professionally residing at 7, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The following entity is appointed as independent auditor until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:

KPMG Luxembourg, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 149.133, having its registered office at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the day specified in the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille treize, le vingt-troisième jour du mois de mai,

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Nestlé S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois de la Suisse, immatriculée auprès du Registre de Commerce du Canton de Vaud sous le numéro CH-550-0067293-5, ayant son siège social au 55, Avenue Nestlé, CH-1800 Vevey Suisse,

dûment représentée par Maître Jean-Marc Ueberecken, LLM, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Vevey, le 21 mai 2013.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société anonyme sous la dénomination «Nestlé Treasury International S.A.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet d'agir en tant qu'entité de trésorerie centrale pour les sociétés dans lesquelles elle détient des participations directes ou indirectes ou des droits de tout type ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société (le «Groupe»).

En particulier, la Société peut exercer les activités suivantes avec les sociétés du Groupe:

(i) la conclusion de contrats d'option, contrats à terme, contrats d'échange («swaps»), contrats à terme ferme («forwards») et tous autres contrats dérivés ou contrats similaires de quelque nature que ce soit, relatifs à des valeurs mobilières, devises, taux d'intérêt, rendements, indices financiers, mesures de financement, matières premières, risques de crédit, variables climatiques, frais de fret, quotas d'émission, inflation, toutes autres statistiques économiques ou données ou toute autre chose, qu'ils soient réglés en espèce ou en nature et tous autres contrats dérivés relatifs à des actifs, droits, obligations, indices ou toute autre chose (ou toute combinaison de n'importe lequel de ces contrats), qu'ils bénéficient d'une sûreté ou d'une garantie, qu'ils soient réciproques ou non, qu'ils soient intégrés dans tout autre type de contrat, acte, fiducie ou arrangement de quelque nature que ce soit (tel que des contrats de prêt ou de garantie) et avec toute personne, et que la Société agisse en qualité de mandante ou de mandataire,

(ii) l'emprunt d'argent (que ce soit au moyen de contrats de prêt, de l'émission d'obligations ou de titres, de contrats de location, d'opérations d'escompte, de pensions, de prêts de titres ou de toute autre méthode de financement ou équivalent économique d'un emprunt, qu'il soit garanti ou non garanti),

(iii) le prêt d'argent (que ce soit au moyen de contrats de prêt, de l'achat ou la souscription d'obligations ou d'autres titres, de contrats de location, de pensions, de prêts de titres ou de toute autre méthode de prêt ou équivalent économique d'un prêt, qu'il soit garanti ou non garanti),

(iv) la prise de garantie(s) ou l'octroi de garantie(s) à d'autres (que ce soit au moyen de nantissements, de gages, d'hypothèques, de privilèges ou de toute autre forme de sûreté ou de quasi-sûreté ou au moyen de transferts en pleine propriété ou de toute autre manière permise par la loi), et

(v) la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

Aux fins de ce qui précède, la Société peut conclure tout type d'opérations de couverture ou d'activités de financement et opérations connexes de constitution de sûreté avec des tiers.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 D'une manière générale, la Société peut exercer toute activité qu'elle estime utile ou nécessaire pour l'accomplissement et la réalisation de son objet social.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré au sein de la même commune par décision du conseil d'administration. Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil d'administration.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Actions**Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social de la Société est fixé à un million d'euros (EUR 1.000.000), représenté par un million (1.000.000) d'actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, prise aux conditions requises pour la modification des présents statuts.

5.3 Toutes nouvelles actions à libérer en numéraire doivent être offertes par préférence à (aux) (l')actionnaire(s) existant(s). En cas de pluralité d'actionnaires, ces actions sont offertes aux actionnaires en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. Le conseil d'administration doit déterminer la période au cours de laquelle ce droit préférentiel de souscription pourra être exercé, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à compter de l'envoi à chaque actionnaire d'une lettre recommandée annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) (l')actionnaire(s) existant(s) conformément aux dispositions applicables en matière de modification des statuts.

5.4 La Société peut racheter ses propres actions dans les conditions prévues par la Loi.

Art. 6. Actions.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en actions ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les actions de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant un actionnaire n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des actions - Transfert des actions.

7.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition de chaque actionnaire pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par action. Les copropriétaires indivis devront désigner un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les actions sont librement cessibles dans les conditions prévues par la Loi.

7.4 Tout transfert d'actions deviendra opposable à la Société et aux tiers soit (i) sur inscription d'une déclaration de cession dans le registre des actionnaires, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, ou (ii) sur notification de la cession à la Société ou sur acceptation de la cession par la Société.

C. Assemblées générales d'actionnaires**Art. 8. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.**

8.1 Les actionnaires exercent leurs droits collectifs en assemblée générale d'actionnaires. Toute assemblée générale d'actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Si la Société a un actionnaire unique, toute référence faite à «l'assemblée générale des actionnaires» devra, selon le contexte et le cas échéant, être entendue comme une référence à «l'actionnaire unique», et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires devront être exercés par l'actionnaire unique.

Art. 9. Convocation des assemblées générales d'actionnaires.

9.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut, à tout moment, être convoquée par le conseil d'administration ou, le cas échéant, par le(s) commissaire(s) aux comptes.

9.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) aux comptes sur demande écrite d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. En pareil cas, l'assemblée générale des actionnaires devra être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande.

9.3 Les convocations pour toute assemblée générale des actionnaires contiennent la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée et sont effectuées au moyen d'annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et dans un journal luxembourgeois. Les convocations par lettre doivent être envoyées huit (8) jours avant l'assemblée générale aux actionnaires en nom, sans qu'il ne doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Lorsque toutes les actions émises par la Société sont des actions nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée et devront être adressées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévue pour l'assemblée générale des actionnaires.

9.4 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et ont renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable, ni publication.

Art. 10. Conduite des assemblées générales d'actionnaires.

10.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation, le dernier mercredi du mois d'avril à 14 heures. Si la date indiquée est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires aura lieu le jour ouvrable suivant. Les autres assemblées générales d'actionnaires pourront se tenir à l'endroit et l'heure indiqués dans les convocations respectives.

10.2 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à chaque assemblée générale d'actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, sans qu'il ne soit nécessaire que ces membres du bureau de l'assemblée soient actionnaires ou membres du conseil d'administration. Le bureau doit notamment s'assurer que l'assemblée est tenue en conformité avec les règles applicables et, en particulier, en conformité avec les règles relatives à la convocation, aux conditions de majorité, au partage des voix et à la représentation des actionnaires.

10.3 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale d'actionnaires.

10.4 Un actionnaire peut participer à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

10.5 Les actionnaires qui prennent part à une assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à condition que de tels moyens de communication soient disponibles sur les lieux de l'assemblée.

10.6 Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires au moyen d'un bulletin de vote signé, envoyé par courrier, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote fournis par la Société qui indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les résolutions soumises à l'assemblée, ainsi que pour chaque résolution, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la résolution proposée, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des résolutions proposées, en cochant la case appropriée.

10.7 Les bulletins de vote qui, pour une résolution proposée, n'indiquent pas uniquement (i) un vote en faveur ou (ii) contre résolution proposée ou (iii) exprimant une abstention sont nuls au regard de cette résolution. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se rapportent.

10.8 Le conseil d'administration peut définir des conditions supplémentaires qui devront être remplies par les actionnaires afin qu'ils puissent prendre part à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 11. Quorum et Vote.

11.1 Chaque action donne droit à une voix en assemblée générale d'actionnaires.

11.2 Sauf disposition contraire de la Loi ou des statuts, les décisions prises en assemblée générale d'actionnaires dûment convoquées ne requièrent aucune condition de quorum et sont adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées quelle que soit la part du capital social représentée. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 12. Modification des statuts. Sauf disposition contraire, les présents statuts peuvent être modifiés à la majorité des deux-tiers des voix des actionnaires valablement exprimées lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle plus de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée, une seconde assemblée pourra être convoquée dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts qui pourra alors délibérer quel que soit le quorum et au cours de laquelle les décisions seront adoptées à la majorité des deux-tiers des voix valablement exprimées. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 13. Changement de nationalité. Les actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des actionnaires.

Art. 14. Ajournement des assemblées générales des actionnaires. Dans les conditions prévues par la Loi, le conseil d'administration peut, ajourner séance tenante, une assemblée générale d'actionnaires à quatre (4) semaines. Le conseil d'administration peut prendre une telle décision à la demande des actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. Dans l'hypothèse d'un ajournement, toute décision déjà adoptée par l'assemblée générale des actionnaires sera annulée.

Art. 15. Procès-verbal des assemblées générales d'actionnaires.

15.1 Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires doit dresser un procès-verbal de l'assemblée qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout autre actionnaire à sa demande.

15.2 Toute copie ou extrait de ces procès-verbaux originaux, à produire dans le cadre de procédures judiciaires ou à remettre à tout tiers devra être certifié(e) conforme à l'original par le notaire dépositaire de l'acte original dans l'hypothèse où l'assemblée aurait été retranscrite dans un acte authentique, ou devra être signé par le président du conseil d'administration ou par deux membres du conseil d'administration.

D. Administration

Art. 16. Composition et Pouvoirs du conseil d'administration.

16.1 La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres. Il est créé deux (2) catégories d'administrateurs, à savoir les administrateurs de catégorie A et les administrateurs de catégorie B. Toute référence au(x) administrateur(s) utilisée sans précision supplémentaire dans les présents statuts désignera indistinctement les administrateurs de catégorie A et les administrateurs de catégorie B.

16.2 Cependant, lorsque la Société a été constituée par un actionnaire unique ou lorsqu'il apparaît, lors d'une assemblée générale d'actionnaires, que toutes les actions émises par une Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à la prochaine assemblée générale d'actionnaires consécutive à l'augmentation du nombre d'actionnaires. Dans cette hypothèse, le cas échéant et lorsque l'expression «administrateur unique» n'est pas mentionnée expressément dans les présents statuts, une référence au «conseil d'administration» utilisée dans les présents statuts doit être entendue comme une référence à l'«administrateur unique».

16.3 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile afin de réaliser l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 17. Gestion journalière.

17.1 La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en rapport avec une telle gestion journalière peut, en conformité avec l'article 60 de la Loi être déléguée à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou mandataires, agissant individuellement ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs pouvoirs seront déterminés par une décision du conseil d'administration.

17.2 La Société peut également conférer des pouvoirs spéciaux au moyen d'une procuration authentique ou d'un acte sous seing privé.

Art. 18. Nomination, Révocation et Durée des mandats des administrateurs.

18.1 Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

18.2 La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) ans et chaque administrateur doit rester en fonction jusqu'à ce qu'un successeur ait été désigné. Les administrateurs peuvent faire l'objet de réélections successives.

18.3 Chaque administrateur est nommé à la majorité simple des voix valablement exprimées à une assemblée générale des actionnaires.

18.4 Chaque administrateur peut être révoqué de ses fonctions à tout moment et sans motif par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple voix valablement exprimées.

18.5 Si une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société, cette personne morale doit désigner une personne physique en qualité de représentant permanent qui doit assurer cette fonction au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale peut révoquer son représentant permanent uniquement si elle nomme simultanément son successeur. Une personne physique peut uniquement être le représentant permanent d'un seul (1) administrateur de la Société et ne peut être simultanément administrateur de la Société.

Art. 19. Vacance d'un poste d'administrateur.

19.1 Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la retraite ou autre, cette vacance pourra être comblée à titre temporaire et pour une durée ne pouvant excéder le mandat initial de l'administrateur qui fait l'objet d'un remplacement par les administrateurs restants jusqu'à ce que la prochaine assemblée générale d'actionnaires, appelée à statuer sur la nomination permanente d'un nouvel administrateur en conformité avec les dispositions légales applicables.

19.2 Dans l'hypothèse où la vacance surviendrait alors que la Société est gérée que par un administrateur unique, cette vacance devra être comblée sans délai par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 20. Convocation aux conseils d'administration.

20.1 Le conseil d'administration se réunit à la demande du président, ou de n'importe quel administrateur. Les réunions du conseil d'administration doivent être tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation.

20.2 Une convocation écrite à toute réunion du conseil d'administration doit être adressée aux administrateurs vingt-quatre (24) heures au moins avant l'heure prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence devront être exposés dans la convocation. Cette convocation peut être omise si chaque administrateur y consent par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie dudit document signé constituant une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour toute réunion du conseil d'administration dont l'heure et l'endroit auront été déterminés dans une décision précédente adoptée par le conseil d'administration et qui aura été communiquée à l'ensemble des membres du conseil d'administration.

20.3 Aucune convocation préalable n'est requise dans l'hypothèse où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration et renonceraient à toute formalité de convocation ou dans l'hypothèse où des décisions écrites auraient été approuvées et signées par tous les membres du conseil d'administration.

Art. 21. Conduite des réunions du conseil d'administration.

21.1 Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Il peut également élire un secrétaire qui n'est pas nécessairement un administrateur et qui est chargé de la tenue du procès-verbal de chaque conseil d'administration.

21.2 Le président doit présider toute réunion du conseil d'administration, mais, en son absence, le conseil d'administration peut nommer un autre administrateur en qualité de président temporaire par une décision adoptée à la majorité des administrateurs présents.

21.3 Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration en désignant comme mandataire un autre membre du conseil d'administration par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen analogue de communication, la copie d'une telle désignation constituant une preuve suffisante d'un tel mandat.

21.4 Les réunions du conseil d'administration peuvent aussi être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication autorisant les personnes participant à de telles réunions de s'entendre les unes les autres de manière continue et permettant une participation effective à ces réunions. La participation à une réunion par ces moyens équivaudra à une participation en personne et la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

21.5 Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer ou statuer que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée.

21.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, le président n'a pas de voix prépondérante.

21.7 Sauf disposition contraire de la Loi, tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt dans une opération soumise à l'autorisation du conseil d'administration qui serait contraire aux intérêts de la Société, doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et cette déclaration doit être actée dans le procès-verbal du conseil d'administration. L'administrateur concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Ce conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'une communication aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, et avant toute prise de décision de l'assemblée générale des actionnaires sur tout autre point à l'ordre du jour.

21.8 Lorsque la Société ne comprend qu'un administrateur unique, les opérations conclues entre la Société et cet administrateur en situation de conflit d'intérêts avec la Société doivent simplement être mentionnées dans la décision de l'administrateur unique.

21.9 Les règles du conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique se rapporte à des opérations courantes, conclues à des conditions normales.

21.10 Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen analogue de communication. Les administrateurs peuvent exprimer leur consentement séparément, l'intégralité des consentements constituant une preuve de l'adoption des décisions. La date d'adoption de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 22. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration - Procès-verbaux des décisions de l'administrateur unique.

22.1 Le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration doit être signé par le président du conseil d'administration, ou en son absence, par le président temporaire, ou par deux (2) administrateurs présents. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par le président du conseil d'administration ou par deux (2) administrateurs.

22.2 Les décisions de l'administrateur unique doivent être retranscrites dans des procès-verbaux qui doivent être signés par l'administrateur unique. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par l'administrateur unique.

Art. 23. Relations avec les tiers.

23.1 La Société est engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par (i) la signature de l'administrateur unique ou, si la société a plusieurs administrateurs, par la signature conjointe d'un (1) administrateur de catégorie A et d'un (1) administrateur de catégorie B ou par (ii) la signature unique ou les signatures conjointes de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration dans les limites d'une telle délégation.

23.2 Dans les limites de la gestion journalière, la Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

E. Audit et Surveillance de la société**Art. 24. Commissaire aux comptes.**

24.1 Les opérations de la Société feront l'objet d'une surveillance par un ou plusieurs commissaires aux comptes. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera la durée de leurs fonctions, qui ne pourra excéder six (6) ans.

24.2 Tout commissaire aux comptes peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

24.3 Les commissaires aux comptes ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

24.4 Si l'assemblée générale des actionnaires de la Société désigne un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, l'obligation de nommer un (des) commissaire (s) aux comptes est supprimée.

24.5 Le réviseur d'entreprises agréé peut être révoqué par l'assemblée générale des actionnaires uniquement pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 25. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 26. Comptes annuels - Affectation des bénéfices.

26.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil d'administration dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la Loi.

26.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5 %) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

26.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire apporteur y consent.

26.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

26.5 Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

26.6 Les distributions aux actionnaires seront effectuées en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 27. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et Primes assimilées.

27.1 Le conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des conditions prévues par la Loi.

27.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires sous réserve des dispositions de la Loi et des présents statuts.

G. Liquidation**Art. 28. Liquidation.**

28.1 En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

28.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera réparti entre les actionnaires en proportion du nombre des actions qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 29. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le trente-et-un décembre 2013.

2. La première assemblée générale des actionnaires sera tenue en 2014.

3. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués au cours du premier exercice social de la Société.

Souscription et Paiement

Les un million (1.000.000) d'actions émises ont été souscrites par Nestlé S.A., susmentionnée, pour un prix d'un million d'euros (EUR 1.000.000).

Toutes les actions souscrites par Nestlé S.A., susmentionnée, ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire de sorte que le montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport total d'un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000) est entièrement affecté au capital social.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions prévues par ou posées par l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles ont été remplies.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué à environ trois mille euros (EUR 3.000,-).

Décisions de l'actionnaire unique

L'actionnaire constituant, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les décisions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 7, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels du premier exercice social de la Société:

Administrateurs de catégorie A:

(i) M. Laurent Schummer, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) le 6 mai 1973, résidant professionnellement au 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

(ii) M. Jean-Marc Ueberecken, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) le 31 mai 1972, résidant professionnellement au 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Administrateurs de catégorie B:

(iii) Mme Marina Vanderveken-Verhulst, née à Leuven (Belgique) le 11 janvier 1959, résidant professionnellement au 221, Rue de Birmingham, 1070 Bruxelles, Belgique,

(iv) Mme Saskia Deknock, née à Sint-Amandsberg (Belgique) le 20 avril 1972, résidant professionnellement au 221, Rue de Birmingham, 1070 Bruxelles, Belgique,

(v) M. Bruno Chazard, né à Bezons (France) le 12 juin 1976, résidant professionnellement au 7, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

3. L'entité suivante est nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires appelée à approuver les comptes du premier exercice social de la Société:

KPMG Luxembourg, une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.133, ayant son siège social au 9, Allée Scheffer, L-2510 Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate, sur demande de la comparante, que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-M. UEBERECKEN et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 mai 2013. LAC/2013 /24138. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013069995/754.

(130086298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

LBREM Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 118.733.

*Extrait des résolutions de l'associé unique de la société prises en date du 17 avril, 2013
(«l'Associé Unique»)*

L'associé unique accepte la démission des gérants de catégorie B, Messieurs Nicholas Vito Colonna et William Rufus Lindsay avec effet immédiat.

L'associé unique décide de nommer en tant que gérants de catégorie B avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes:

- Monsieur Ronald Bormeau, né le 30 mars 1980 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 222, N. Sepuveda Boulevard. Suite 2222, El Segundo, CA 90245, Californie, Etats-Unis d'Amérique, et

- Aaron Giovara, né le 7 octobre 1969 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 222, N. Sepuveda Boulevard, Suite 2222, El Segundo, CA 90245, Californie, Etats-Unis d'Amérique.

A Luxembourg, le 24 mai 2013.

Pour extrait conforme

La Société

Signatures

Référence de publication: 2013069942/22.

(130086213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Mangrove III S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 140.749.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013069972/11.

(130086029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Pendekar Holdings (HARIPUR) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 90.698.

Veuillez prendre note:

1. Du changement de nom de l'associé en date du 08 janvier 2008 de Globeleq Holdings (Haripur) Limited en PENDEKAR HOLDINGS (HARIPUR) LIMITED ayant son siège social à Edith Cavell Street, Les Cascades Building, Port Louis, Ile Maurice et immatriculée sous le numéro 44146 C1/GBL auprès du Registre du Commerce Mauretanien.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Gérant unique

Référence de publication: 2013070032/16.

(130086282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.